

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 13/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAINT GOBAIN GLASS

CHANTEREINE BATIMENT
BP 30102
60150 Thourotte

Références : IC-R/0377/23-IM
Code AIOT : 0005101610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement SAINT GOBAIN GLASS implanté CHANTEREINE BP 30102 60150 Thourotte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un incendie est survenu le 6 septembre 2023.

Il y a eu des flammes au niveau des sources d'alimentation électriques des électrodes, sources situées sous le four de fusion

L'approvisionnement en gaz a été maintenu pour assurer la pérennité du four, car ce dernier fonctionne avec 90 % de gaz et 10% d'électricité.

Il n'y a eu aucun impact sanitaire et environnemental, ni humain.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN GLASS
- CHANTEREINE BP 30102 60150 Thourotte
- Code AIOT : 0005101610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est composé de trois entités : SEKURIT, le centre de recherche (CRDC) et SAINT GOBAIN GLASS. Cette dernière est l'entité porteuse de l'arrêté préfectoral de l'ensemble du site de Thourotte. L'ensemble des arrêtés préfectoraux sont au nom de SAINT GOBAIN GLASS.

La société SAINT-GOBAIN GLASS produit sur son site de THOUROTTE du verre plat et des produits automobiles à partir du verre. L'usine comprend 2 grands ensembles de fabrication :

- * une ligne de verre flotté (« glass float ») d'une production annuelle de 135 000 tonnes, qui fournit du verre plat destiné au bâtiment et à l'automobile
- * des ateliers de transformation de ce verre pour la fabrication de vitrages automobiles

Les activités de la société SAINT-GOBAIN GLASS sont soumises au régime de l'autorisation et sont réglementées par l'arrêté préfectoral en date du 15 mars 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite incendie du 6 septembre 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Formation pour l'usage des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 15/03/2016, article 8.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/03/2016, article 8.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 15/03/2016, article 2.5.1.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/03/2016, article 8.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie a été maîtrisé notamment grâce à l'intervention des salariés qui ont utilisé les extincteurs CO₂ présents sur site. Quatre heures après le début du feu, les électrodes non concernées par l'alimentation incendiée ont été remises en route (2 chemins de câbles sur 3) .

Aucun salarié présent sur le site n'a été évacué. L'hypothèse avancée est un court circuit dans les chemins de câbles, suite à la dégradation de l'isolant. A moyen terme, le nettoyage des capots sera réalisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2016, article 2.5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration suite à incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou , sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et es causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a eu connaissance d'un départ d'incendie sur le site de Thourotte, par l'astreinte régionale de la DREAL et la préfecture, le mercredi 6 septembre 2023 dans l'après midi</p> <p>En appelant la directrice du site pour avoir des informations, l'inspection a eu les premiers éléments de l'incendie et un bref retour a été fait à la préfecture.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que l'inspection des installations classées devait être prévenue rapidement de tout accident/incident sur le site sans forcément donner de très amples renseignements à ce moment précis.</p>

FAIT SUSCEPTIBLE DE SUITE : l'exploitant doit mettre dans sa procédure incendie la nécessité de prévenir l'inspection des installations classées rapidement. Il transmet cette procédure mise à jour à l'inspection des installations classées.

L'exploitant a expliqué que le 6 septembre 2023 à 15h21, la puissance des électrodes amenant l'énergie électrique au four de fusion du verre est tombée (mise en sécurité à zéro) L'opérateur fondeur est allé sur place et a constaté la présence de flammes sur les sources d'alimentation électriques des électrodes, sources situées sous le four de fusion. Il y avait un dégagement de fumées léger.

Il a averti la hiérarchie, puis la maintenance.

Grâce à 3 personnes de la maintenance postée, l'accès a été dégagé et des extincteurs CO₂ ont été utilisés pour éteindre le feu.

Le chef de quart a appelé les pompiers, le feu étant non maîtrisable à première vue. L'électricien a consigné l'alimentation électrique . L'eau a pu être utilisée pour éteindre le feu à partir de ce moment là, vers 15h30.

Lors de l'arrivée des pompiers sur le site, le feu était éteint. Toutefois ceux-ci sont restés sur site pour assurer la surveillance et éviter tout nouveau départ de feu .

Du point de vue médical, le jour même de l'incendie, un des intervenants a été pris en charge par les pompiers pour s'assurer de son état de santé mais rien d'alarmant.

De même les infirmières du site sont venues contrôler l'état de santé du personnel concerné par l'exposition à la chaleur du four.

À la suite de l'incendie, GRDGaz est venu et n'a constaté aucune anomalie pour l'approvisionnement en gaz de l'usine et du four.

Les électrodes ont été remises en route à 19h30.

L'exploitant a considéré que le risque industriel était maîtrisé et l'activité a repris.

Il a pris comme mesure une ronde sur la zone toutes les heures pendant minimum 12 heures.

L'hypothèse avancée est un court circuit dans les chemins de câbles suite à la dégradation de l'isolant .

Le POI n'a pas été déclenché .

FAIT SUSCEPTIBLE DE SUITE: Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées, un rapport sur l'accident survenu le 6 septembre 2023 au niveau du four Float sous un délai de 15 jours. .

Observations : Le four est alimenté à la fois par le gaz à 90 % et l'électricité .

Au niveau électricité , il y a 3 chemins de câbles. Un a été endommagé, les deux autres fonctionnent.

La qualité de la production pourrait être altérée par ce fonctionnement avec 2 chemins de câbles électriques plutôt que 3.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2016, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>[...]</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie comprendront au minimum :</p> <p>* des extincteurs à eau pulvérisée, à mousse carbonique et à poudre</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a fait savoir que les salariés sur place ont utilisé des extincteurs CO₂</p> <p>Le dernier rapport de contrôle des extincteurs, réalisé le 19 décembre 2022, fait état des éléments suivants :</p> <p>* appareil sorti : 46</p> <p>* bon état : 322</p> <p>* corrosion prononcée : 1</p> <p>* inutilisable en l'état (Ext. non conforme à la réglementation) : 1</p> <p>* inutilisable en l'état (hors tolérance pour les PP) : 1</p> <p>* révision décennale non effectuée (remplacement proposé) : 65</p> <p>L'exploitant a surligné dans ce rapport les lignes concernant les extincteurs utilisés , ils étaient tous en bon état .</p> <p>FAIT SUSCEPTIBLE DE SUITE : l'exploitant justifie qu'avec les 322 extincteurs présents en bon état, les moyens de lutte contre l'incendie sont suffisants. Il explique comment il s'organise pour compenser l'indisponibilité des extincteurs pendant un certain temps .</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation pour l'usage des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2016, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: [...] <p>Ces moyens de lutte contre l'incendie sont entretenus en bon état de fonctionnement et le personnel sera périodiquement entraîné à leur emploi.</p> [...]
Constats : Concernant le bon état de fonctionnement , se rapporter au point précédent . <p>Les salariés ont utilisé des extincteurs CO₂ pour éteindre l'incendie.</p> <p>L'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les feuilles d'émargement pour la formation "intervenir sur un départ de feu-manipulation des extincteurs- sensibilisation à l'évacuation" de septembre 2021 (126 salariés) * les feuilles d'émargement pour la formation "EPI- intervenir sur un départ de feu" d'octobre 2022 (107 salariés dont la directrice du site). <p><u>NON CONFORMITE :</u> les salariés qui sont intervenus ne se sont pas entraînés périodiquement à l'emploi des extincteurs.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un suivi des formations afin que l'ensemble du personnel soit régulièrement entraîné à l'emploi des extincteurs. Il transmet à l'inspection des installations classées le justificatif du suivi de cette formation a minima pour les salariés concernés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2016, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des installations
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : L'inspection des installations classées s'est focalisée sur les électrodes et leurs contrôles. L'exploitant a expliqué qu'il n'y a aucun contrôle réglementaire effectué sur les chemins de câbles pour les électrodes situées en dessous du four. Il ne s'agit pas d'armoire ou autre matériel. De plus les jeux de câbles sont entièrement capotés et situés en hauteur sous le caillebotis en dessous du four. Par contre la zone fait partie des rondes effectuées par les maçons hebdomadairement et les fondeurs journalièrement, mais cela ne concerne pas les jeux de barres car ceux-ci sont isolés. La hauteur et les capots de protections fermés les isolent . Suite à l'incendie, l'exploitant a fait une analyse. Celle-ci montre que : * la qualité dégradée de l'isolant peut provoquer un court-circuit; * l'OMAT est remonté en aval du jeu de câbles et a découvert des zones où l'accumulation de saleté aurait pu limiter le refroidissement via l'aération naturelle du jeu de barres. <u>NON CONFORMITÉ :</u> le nettoyage des capots est à prévoir afin de ne pas encrasser les jeux des câbles. L'exploitant ne pourra remettre en œuvre la 3ème source qu'après avoir justifié du nettoyage des capots. L'exploitant a précisé qu'en 2024, la réparation du four est programmée . Lors de celle-ci, tous les capots seront ouverts et en fonction des constats, il y aura changement, maintenance et/ou nettoyage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois